

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie = Revue suisse de criminologie = Rivista svizzera di criminologia = Swiss Journal of Criminology

Band: 8 (2009)

Heft: 2

Artikel: L'ordre de présentation des témoins lors d'un procès pénal influence-t-il le choix du verdict? = Wird das Gerichtsurteil von der Reihenfolge der angehörten Zeugenaussagen beeinflusst?

Autor: Kuhn, André / Enescu, Raluca

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1050667>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

André Kuhn, Raluca Enescu

L'ordre de présentation des témoins lors d'un procès pénal influence-t-il le choix du verdict?

Résumé

La question abordée par la présente contribution est de savoir si l'ordre dans lequel sont présentés les moyens de preuve devant un tribunal exerce une influence sur le verdict émis par ledit tribunal. Si les juges se faisaient une idée de l'affaire dès les premiers éléments qui leur sont présentés, nous serions en présence d'un effet de primauté. À l'opposé, si le dernier élément porté à la connaissance du juge primait tous les autres, nous serions en présence d'un effet de récence. L'étude menée par les auteurs sur un échantillon représentatif de juges pénaux suisses montre que les derniers éléments de preuve pèsent plus lourdement sur le verdict que les autres et que les jugements pénaux souffrent dès lors d'un effet de récence.

Mot-clefs: Effet de primauté – effet de récence – juges – verdict – jugements pénaux

Zusammenfassung

Der vorliegende Beitrag geht der Frage nach, ob die Reihenfolge der Beweismittelpräsentation vor Gericht einen Einfluss auf das Urteil ausübt. Von einem Primäreffekt wäre beispielsweise auszugehen, wenn die Richter sich bereits von den ersten Elementen beeinflussen liessen und danach Mühe hätten, ihren ersten Eindruck zu revidieren. Wenn demgegenüber das letzte Element, das die Richter zur Kenntnis nehmen, alle anderen überwiegt, so gäbe es einen Rezenzeffekt. Die von den Autoren durchgeführte Studie erfolgte im Rahmen einer repräsentativen Stichprobe von Schweizer Strafrichtern und das Ergebnis der Untersuchung belegt, dass die zuletzt wahrgenommenen Beweismittel bei der Urteilsfindung schwerer wiegen als die anderen, dass folglich Strafurteile unter einem Rezenzeffekt leiden.

Schlüsselwörter: Primäreffekt – Rezenzeffekt – Richter – Urteilsfindung – Strafurteile

Summary

The question tackled by the present contribution is to know whether the order in which evidence is presented to a court influences the emitted verdict. If judges made up their judgment of a criminal case on the basis of the first elements which are presented to them, one would talk of a primacy effect. Inversely, if the last element would be preponderant, one would talk of a recency effect. The study undertaken by the authors on a representative sample of Swiss penal judges shows that the last proofs presented to a court weigh heavier on the verdict than the others. In other words, criminal judgments suffer from a recency effect.

Keywords: Primacy effect – recency effect – judges – verdict – criminal judgments

I. Introduction

Tout raisonnement menant à une opinion – ou à un verdict dans le domaine particulier du droit pénal – découle de mécanismes psychologiques divers, tels que les effets sériels (Ebbinghaus, 1913; Atkinson, 1977; Baddeley, 1999), la recherche de congruence cognitive (Heider, 1946, 107; Festinger, 1957; Festinger, 1964), l'ancrage (Wagenaar, 1988, 499; Wagenaar/van Koppen/Crombag, 1993), les heuristiques de raisonnement (Kahneman/Slovic/Tversky, 1982) et le raisonnement adaptatif (Gigerenzer, 2002). Dans la présente contribution¹, il sera question du premier de ces mécanismes psychologiques, à savoir les effets sériels et leur éventuelle intervention sur le choix du verdict lors d'un jugement pénal.

La question qui se pose est dès lors de savoir si, comme le voudrait la logique juridique et les grands principes qui la sous-tendent, le juge tire bien l'essentiel de chaque élément de preuve qui lui est présenté pour se forger, de manière équitable et objective, une intime conviction au fil des éléments qui lui sont soumis. Cette manière quelque peu idyllique de percevoir la justice pénale est en effet mise à mal par des hypothèses telles que celles de l'existence d'un effet de primauté (par lequel le juge se ferait une idée de l'affaire dès les premiers éléments qui lui sont présentés et aurait ensuite de la peine à se défaire de cette première impression) ou de récence (qui se caractériserait par le fait que le dernier élément porté à la connaissance du juge primerait tous les autres).

Plusieurs recherches ont d'ailleurs été entreprises dans ce domaine. C'est ainsi qu'une étude fondée sur la lecture du dossier par les juges conclut à un effet de primauté, les magistrats ayant lu le dossier de l'affaire avant les débats condamnant plus souvent que ceux qui ne l'ont pas lu au préalable (Schünemann, 1983). Lorsque les arguments de la défense et de l'accusation sont présentés oralement par deux personnes jouant le rôle de chacune des parties

¹ Recherche FNS n° 100011-109796. Voir également Kuhn/Enescu (2007), Enescu/Kuhn (2008) et Kuhn/Enescu (2008).

impliquées dans un procès, les derniers éléments semblent néanmoins être les plus convaincants (Walker/Thibaut/Andreoli, 1972). Insko (1964) met ainsi en avant l'influence du face-à-face sur le type d'effet sériel observé: les situations lors desquelles les sujets voient les témoins produisent un effet de récence, alors que celles dans lesquelles les informations sont à lire provoquent un effet de primauté. Cette explication n'est toutefois que partielle, puisque deux études utilisant un matériel écrit et réalisées à quelque 70 ans d'intervalle révèlent un effet de récence (Weld/Roff, 1938; Costabile/Klein, 2005). Finalement, les effets sériels ont récemment été étudiés dans le domaine des plaidoiries et de leur influence sur la durée de la peine prononcée en cas de condamnation (Englich/Mussweiler/Strack, 2005). Les résultats obtenus montrent qu'un ancrage se produit en faveur de l'accusation qui dispose ainsi d'un avantage à plaider en premier, puisque la durée de la peine prononcée dépend de ce qui a d'abord été demandé par le Ministère public. Cet effet de primauté s'explique, d'après les auteurs, par le fait que la défense se base sur les éléments à charge pour les démontrer, donnant par là même une plus grande importance à ces éléments incriminants et à l'accusation.

Au vu des travaux susmentionnés et de l'accent mis sur le rôle joué par l'ordre de présentation des témoins, l'hypothèse mise à l'épreuve dans notre recherche teste l'influence d'un témoignage sur le choix du verdict en fonction de sa position dans la série des témoins présentés. En d'autres termes, notre hypothèse est que plus un témoignage est entendu en fin de procès, plus son influence sera élevée sur le jugement rendu. En conséquence, le verdict se baserait essentiellement sur le dernier témoin entendu, que celui-ci soit à charge ou à décharge.

II. Méthodologie

Un procès pénal fictif concernant un délit de fuite à la suite d'un léger accident de la circulation routière a fait l'objet d'un film d'une vingtaine de minutes, tourné en français et doublé dans les deux autres langues nationales. Celui-ci était subdivisé en cinq scènes: une scène introductive, trois interrogatoires de témoins (un expert à charge et deux témoins à décharge) et une scène conclusive. Les trois témoins ont été placés dans les six ordres possibles (soit les

ordres 1-2-3, 1-3-2, 2-1-3, 2-3-1, 3-1-2 et 3-2-1) et des DVD contenant chacun l'une de ces six situations expérimentales ont été transmis à six échantillons de juges. Les mêmes questions quant au verdict et à la peine ont ensuite été posées à l'ensemble de ces juges.

Le matériel d'étude (c'est-à-dire un DVD accompagné d'un questionnaire et d'une enveloppe-réponse pré-affranchie) a été transmis à l'ensemble de la population des juges pénaux suisses – soit 1831 personnes –, composée pour près de trois quarts de juges alémaniques, de 22,3% de juges francophones et de 2,6% de juges italophones. Les juges siégeant dans les tribunaux fédéraux (Lausanne et Bellinzone) ont été traités à part et tous les envois leur ont été transmis dans les trois langues nationales. Certains tribunaux de régions bilingues se sont en outre vus distribuer le matériel de la recherche en français et en allemand.

L'organisation de l'envoi du matériel consistait à transmettre à chaque juge un DVD contenant un procès pénal fictif présentant les trois témoins dans l'un des six ordres possibles. Par ailleurs il était primordial de ne pas dévoiler d'autres ordres de présentation des témoins, raison pour laquelle les juges d'un même tribunal recevaient tous la même version du film, c'est-à-dire le même ordre des témoins. Des fréquences similaires d'envoi de quelque 300 unités par ordre de présentation des témoins ont été assurées, tout en respectant au mieux les proportions cantonales et régionales pour chaque version du DVD et en évitant de transmettre deux envois à un juge siégeant dans deux cours. L'envoi du matériel a été réalisé en novembre 2006 et une lettre de rappel a été envoyée en janvier 2007.

Sur un total de 1831 envois à l'ensemble des juges pénaux suisses, 208 juges ont retourné leur questionnaire, ce qui représente un taux de réponses de 11,3%. Si ce taux de retour est en soi décevant², l'analyse démographique des réponses nous a permis de constater que la répartition cantonale des répondants, ainsi que les proportions observées ne diffèrent pas de façon

2 A titre d'hypothèse explicative de ce faible taux de réponses, on peut avancer le fait que la période lors de laquelle l'envoi du matériel a été effectué (novembre 2006) n'a probablement pas été propice à un taux de réponses élevé. En effet, la fin de l'année est toujours une période chargée pour les tribunaux et la fin de l'année 2006 tout particulièrement, puisque le droit pénal (principalement le droit des sanctions) a été modifié au 1^{er} janvier 2007 (à ce propos, voir Kuhn/Moreillon/Viredaz/Willi-Jayet, 2004), créant une certaine anxiété et un certain stress chez les juges de l'ensemble du pays.

significative de celles de la population de départ, rendant ainsi, en principe, les données recueillies généralisables à l'ensemble de cette population.

III. Résultats

Après avoir visionné le film relatant le procès pénal fictif susmentionné, 36 juges (17%) ont condamné le prévenu et 171 (83%) l'ont acquitté. La confiance associée à ces verdicts est élevée, avec un score de 4.8 sur une échelle en 7 points (mode = médiane = 5, N = 191). Parmi les condamnations, la durée moyenne de la peine est de 59 jours et le mode se situe à 60 jours. Deux mois de privation de liberté paraît donc être la peine «ordinaire» pour une affaire pénale du type de celle présentée dans notre recherche. Sur les 36 juges ayant condamné et mentionné la peine qu'ils infligeraient, 28 l'ont assortie du sursis.

Des analyses ont été effectuées dans un premier temps sur les six ordres de témoins puis, dans un second temps, sur trois séries de deux ordres chacune, en regroupant les ordres dans lesquels un témoin apparaît à la même position (première, deuxième ou troisième position). Cette manière de procéder nous a permis de constater que, si pour deux des trois témoins, il ne semble pas exister de lien significatif entre sa position dans l'ordre des témoignages et le verdict des juges, le troisième témoin (un des deux témoins disculpants) engendre un effet de récence statistiquement significatif.

Ainsi, si nous regroupons nos six ordres en fonction de la place occupée par l'*expert scientifique* (qui peut intervenir en première, deuxième ou troisième position³), nous n'observons pas de lien significatif entre le verdict des juges et la place occupée par l'expert ($p = .47$, $N = 207$). En d'autres termes, que l'expert intervienne au début, au milieu ou à la fin de la phase d'administration des preuves ne joue aucun rôle sur le verdict émis par les juges.

Par contre, lorsque nous regroupons nos six ordres en fonction de la place occupée par le premier *témoin à décharge* (fournissant un alibi

au prévenu), la tendance – néanmoins statistiquement non significative ($p = .09$, $N = 207$) – est à un effet de primauté. Cela signifie que plus ce témoin intervient tôt, plus il influence le verdict émis par les juges. Finalement, lorsque nous regroupons nos six ordres en fonction de la place occupée par le *second témoin disculpant* (témoin oculaire), nous observons un effet – cette fois-ci statistiquement significatif – de récence ($p = .04$, $N = 207$). C'est ainsi que plus ce témoin intervient tard dans les débats, plus les juges ont tendance à acquitter le prévenu.

Notre étude arrive donc à la conclusion qu'il semble bien exister un effet de l'ordre des témoignages sur le verdict émis par les juges. Cet effet paraît de surcroît être un effet de récence, les derniers moyens de preuve présentés au tribunal pesant le plus lourd sur l'élaboration du verdict.

IV. Conclusion

Observer qu'il existe un effet de récence revient à indiquer aux juristes que le choix de l'ordre d'apparition des moyens de preuve devant un tribunal n'est pas sans effet. La question se pose alors de savoir s'il faut tenir compte de cette connaissance dans la pratique des procès pénaux. Il est à ce titre intéressant de rappeler que les plaidoiries se font dans un certain ordre: le ministère public intervient généralement d'abord, suivi de la partie plaignante, puis de la défense, avant de donner au prévenu (présumé innocent jusque-là) le droit de s'exprimer en dernier. Cet ordre découle, entre autres, d'une présomption d'effet de récence, bien que celui-ci soit remis en question par une recherche récente qui indique qu'il existe un avantage à plaider en premier (Englich/Mussweiler/Strack, 2005). Néanmoins, dans la science juridique, l'ordre «ordinaire» des plaidoiries trouve sa justification dans le constat que les droits du prévenu ne peuvent être exercés pleinement que si celui-ci connaît l'ensemble des griefs retenus à son encontre avant de défendre sa position d'innocent présumé.

Aujourd'hui, il est généralement admis que le tribunal ou son président déterminent l'ordre dans lequel les preuves sont administrées. Néanmoins, au vu des résultats obtenus par la présente recherche, la question se pose de savoir si l'on ne devrait pas admettre le principe de la préséance des preuves incriminantes, sui-

3 Chacune des positions de l'expert scientifique est associée à deux situations expérimentales, puisque lorsque l'expert intervient en premier, les deux autres témoins peuvent intervenir soit en deuxième, soit en troisième position; lorsque l'expert apparaît en deuxième position, les témoins prennent soit la première, soit la troisième place; et lorsque l'expert intervient en dernier, les deux autres témoins peuvent intervenir soit en première, soit en deuxième position.

vies des preuves disculpantes, ou à tout le moins laisser le choix à la défense de déterminer – pour l'essentiel⁴ – l'ordre d'apparition des différents moyens de preuve devant le tribunal. Si le Parlement a bel et bien fait mine d'aller dans cette direction en ne retenant pas l'article 341 du Projet de Code de procédure pénale unifiée (FF 2006 1477), qui stipulait que «*la direction de la procédure conduit la procédure probatoire et détermine l'ordre dans lequel les preuves seront administrées*», c'est uniquement parce qu'il considérait que cette norme faisait double em-

ploi avec l'article 62 CPP qui confie à la direction de la procédure l'ensemble des attributions qui ne sont pas spécifiquement confiées au tribunal dans sa composition collégiale.

À notre sens, au vu du fait qu'il semble exister un effet d'ordre à tous les stades du procès pénal et dans le but de respecter l'adage «*in dubio pro reo*» et les droits fondamentaux de la défense qui en découlent, le Parlement aurait dû faire le pas supplémentaire de laisser au prévenu le choix de l'ordre de présentation des moyens de preuve devant le tribunal.

Wird das Gerichtsurteil von der Reihenfolge der angehörten Zeugenaussagen beeinflusst?⁵

I. Einleitung

Der Aufbau einer Meinung – oder eben eines Urteilspruchs im Bereich des Strafrechts – ergibt sich aus verschiedenen psychologischen Mechanismen, wie der Reaktion auf die Reihenfolge der Informationswahrnehmung (Ebbinghaus, 1913; Atkinson, 1977; Baddeley, 1999), der kognitiven Kongruenz (Heider, 1946, 107; Festinger, 1957; Festinger, 1964), der Verankerung (Wagenaar, 1988, 499; Wagenaar/van Koppen/Crombag, 1993), der Heuristik der Argumentation (Kahneman/Slovic/Tversky, 1982) und der adaptiven Argumentation (Gigerenzer, 2002). In diesem Beitrag soll es in Bezug auf diese psychologischen Mechanismen vorrangig um den erstgenannten psychologischen Mechanismus gehen: der Auswirkung der Informationsreihenfolge und deren Einfluss auf das Urteil in einem Strafprozess.

Folglich stellt sich die Frage, ob der Richter – den Bedingungen der Rechtslogik und der ihr zugrunde liegenden Prinzipien entsprechend – tatsächlich das Wesentliche eines jeden Beweismittels, das ihm vorgelegt wird, auf eine gerechte und objektive Art und Weise verwertet, um so anhand dieser ihm vorgelegten Elemente zu einer inneren Überzeugung zu gelangen.

Diese etwas idyllische Wahrnehmung der Strafrechtspflege ist in der Tat gefährdet, wenn von der Existenz eines Primäreffektes (dem zufolge der Richter einen Fall bereits einschätzt,

sobald ihm die ersten Elemente vorgestellt werden, und diese Einschätzung danach nicht mehr ändert) oder der Existenz eines Rezenzeffektes (wonach das letzte Element, welches der Richter zur Kenntnis nimmt, alle vorangegangenen Beweismittel überwiegt) ausgegangen wird.

Mehrere Studien haben sich mittlerweile diesem Bereich angenommen. So lässt eine fundierte Studie über die Lektüre der Strafakten durch den Richter auf einen Primäreffekt schliessen. Richter, die die betreffende Akte vor der Verhandlung bereits gelesen hatten, verurteilten häufiger als diejenigen, die die Akte nicht im Voraus gelesen hatten (Schünemann, 1983). In Fällen, in denen die Argumente der Verteidigung und der Staatsanwaltschaft mündlich durch zwei Schauspieler – in der Rolle der jeweiligen Partei – vorgetragen wurden, erschienen die zuletzt vorgebrachten Elemente als die Überzeugendsten (Walker/Thibaut/Andreoli, 1972). Insko, 1964 stellt daher fest, dass die Angesicht-zu-Angesicht-Situation folgende Auswirkungen auf den Reihenfolgeeffekt haben kann: Situationen, bei denen die Probanden die Zeugen sehen, rufen einen Rezenzeffekt hervor, während bei denjenigen Richtern, die die Infor-

⁴ Il va en effet de soi que certains moyens de preuves n'ont de sens que s'ils sont administrés après d'autres preuves; dans un tel cas de figure, le tribunal doit impérativement garder la mainmise sur l'ordre de l'administration des preuves.

⁵ SNF Projekt n° 100011-109796. Siehe auch Kuhn/Enescu (2007), Enescu/Kuhn (2008) und Kuhn/Enescu (2008).

mation zum Lesen bekommen ein Primäreffekt hervorgerufen wird. Diese Erklärung trifft jedoch nur teilweise zu, da es zwei Studien gibt, die schriftliches Material verwendet und in einem Intervall von etwa 70 Jahren einen Rezenzeffekt festgestellt haben (Weld/Roff, 1938; Costabile/Klein, 2005). Diese Auswirkungen sind kürzlich im Bereich der Parteivorträge und deren Einfluss auf die Dauer der ausgesprochenen Strafe im Falle einer Verurteilung untersucht worden (Englich/Mussweiler/Strack, 2005). Die gewonnenen Ergebnisse zeigen, dass sich eine Verankerung zum Vorteil der Staatsanwaltschaft abzeichnet. Dies zeigt folglich, dass es vorteilhaft ist, zuerst zu plädieren, da die Dauer der ausgesprochenen Strafe davon abhängt, was als erstes von der Staatsanwaltschaft beantragt wird. Dieser Primäreffekt erklärt sich den Autoren zufolge dadurch, dass sich die Verteidigung auf die Tatsachen stützt, die es zu widerlegen gilt, so dass gleichzeitig den belastenden Tatsachen und der Staatsanwaltschaft eine grössere Bedeutung zukommt.

In Anbetracht der soeben angesprochenen Arbeiten, ist nach unserer Hypothese zu prüfen, ob die Reihenfolge, in der die Zeugen vernommen werden, einen Einfluss auf den Urteilspruch hat. Mit anderen Worten ist davon auszugehen, dass je später in einem Prozess eine Zeugenaussage angehört wird, desto höher ist ihr Einfluss auf das später erlassene Urteil. Dies würde bedeuten, dass sich ein Urteil im Wesentlichen auf den letzten vernommenen Zeugen stützt, welcher die angeschuldigte Person entweder belastet oder entlastet.

II. Methodologie

Ein fiktiver Strafprozess betreffend ein Fahrerfluchtdelikt nach einem leichten Verkehrsunfall war Gegenstand eines Films von rund zwanzig Minuten, gedreht in französischer Sprache und synchronisiert in den beiden anderen Landessprachen. Der Film war in fünf Szenen unter-

teilt: eine Einleitungsszene, drei Zeugeneinvernahmen (ein belastender Sachverständiger und zwei entlastende Zeugen) und eine abschliessende Szene. Die drei Zeugen wurden in sechs möglichen Reihenfolgen gesetzt (d.h. in der Anordnung 1-2-3, 1-3-2, 2-1-3, 2-3-1, 3-1-2 und 3-2-1) und die DVDs, die jeweils eine dieser sechs Versuchssituationen enthielten, wurden an sechs Richterstichproben verschickt. Daraufhin wurden an alle betroffenen Richter die gleichen Fragen hinsichtlich des Urteilspruchs und der Strafe gestellt.

Das Versuchsmaterial (d.h. eine DVD zusammen mit einem Fragebogen und einem vorfrankierten Antwortbriefumschlag) wurde an alle Schweizer Strafrichter geschickt – 1831 Personen –, davon etwa drei Viertel deutschsprachige Richter, 22,3% französischsprachige Richter und 2,6% italienischsprachige Richter. Die Richter an den Bundesgerichten (Lausanne und Bellinzona) bekamen die Fragebögen in allen drei Landessprachen. Zudem erhielten Gerichte in den zweisprachigen Gebieten das Studienmaterial auf Französisch und Deutsch.

Die Organisation der Übermittlung des Materials bestand darin, an jeden Richter eine DVD des fiktiven Strafprozesses zu schicken, welche die drei Zeugen in einer der sechs möglichen Anordnungen zeigte. Darüber hinaus war es überaus wichtig, nicht die anderen Anordnungen der Zeugen zu enthüllen, was auch der Grund dafür war, dass an die Richter des gleichen Gerichts nur die gleiche Version des Filmes verschickt wurde, d.h. die gleiche Anordnung der Zeugen im Prozess. Ähnlich grosse Proportionen von rund 300 Einheiten pro Zeugenanordnung wurden versendet und dabei die kantonalen und regionalen Verhältnisse beachtet. Der Versand des Versuchsmaterials wurde im November 2006 durchgeführt und im Januar 2007 wurde ein Erinnerungsschreiben versandt.

Von insgesamt 1831 Sendungen an alle Schweizer Strafrichter, haben 208 Richter ihren Fragebogen zurückgeschickt, was einem Anteil von 11,3% Antworten entspricht. Auch wenn diese Quote an Antworten an und für sich enttäuschend ist⁶, hat uns eine demographische Analyse der Antworten erlaubt festzustellen, dass die kantonale und die regionale Verteilung der Antwortenden nicht bedeutsam vom Anfangsverhältnis abweicht, wodurch prinzipiell die Daten allgemein auf die gesamte Bevölkerung übertragen werden können.

⁶ Als Erklärung für diese schwache Quote der Antworten kann man sich die Tatsache vorstellen, dass der Zeitraum in dem das Material verschickt wurde (November 2006) wahrscheinlich nicht günstig für eine hohe Antwortquote war. Ende des Jahres sind die Gerichte jeweils zeitlich stark beansprucht und das Ende des Jahres 2006 ganz besonders, da das Strafrecht (hauptsächlich das Sanktionenrecht) zum 1. Januar 2007 revidiert wurde (siehe dazu Kuhn/Moreillon/Viredaz/Willi-Jayet, 2004), was zu einer gewissen Ängstlichkeit und Stress bei allen Richtern im Land führte.

III. Ergebnisse

Nachdem sie den Film über den erwähnten fiktiven Strafprozess angeschaut haben, verurteilten 36 Richter (17%) den Angeklagten, während 171 (83%) ihn freisprachen. Das Vertrauen in diese Urteile ist hoch, mit einem Ergebnis von 4.8 auf einer 7-Punkte-Skala (Modalwert=Medianwert=5, N=191). Die durchschnittliche Dauer der Freiheitsstrafe liegt bei 59 Tagen und der Modus bei 60 Tagen. Zwei Monate Freiheitsentzug erscheint daher als «normale» Strafe für eine strafrechtliche Angelegenheit, wie sie in unserer Untersuchung präsentiert wurde. Von den 36 Richtern, die verurteilt und eine Strafe verhängt haben, wurde diese von 28 bedingt ausgesetzt.

In einem ersten Schritt wurden die Analysen bezüglich der sechs Zeugenanordnungen durchgeführt, dann in einem zweiten Schritt in drei Serien von jeweils zwei Ordnungen; dabei wurden die Ordnungen so zusammengelegt, dass jeweils ein Zeuge in der gleichen Position erscheint (erste, zweite oder dritte Position). Anhand dieser Vorgehensweise haben wir festgestellt, dass es für zwei der drei Zeugen keine signifikante Verbindung zwischen ihrer Position in der Reihenfolge der Aussagen und dem Urteil der Richter zu geben scheint. Der dritte Zeuge (einer von den zwei Entlastungszeugen) erzeugt einen statistisch signifikanten Rezenzeffekt.

Wenn wir unsere sechs Versuchssituationen in Abhängigkeit der Position zusammenstellen, der von dem wissenschaftlichen Sachverständigen besetzt ist (welcher auf der ersten, zweiten oder dritten Position eingesetzt sein kann?), beobachten wir keine signifikante Verbindung zwischen dem Urteil des Richters und dem vom Sachverständigen eingenommenen Platz ($p=.47$, $N=207$). Mit anderen Worten, ob der Sachverständige am Anfang, in der Mitte oder am Ende der Phase der Beweisaufnahme vernommen wird, hat keinen Einfluss auf das von den Richtern ausgesprochene Urteil.

Wenn wir dagegen die sechs Anordnungen in Abhängigkeit der Position des ersten Entlastungszeugen ordnen (der dem Angeklagten ein Alibi gibt), ergibt sich tendenziell – allerdings statistisch nicht signifikant ($p=.09$, $N=207$) – ein Primäreffekt. Dies bedeutet, dass je früher dieser Zeuge vernommen wird, umso stärker beeinflusst er den Urteilsspruch der Richter. Schliesslich, wenn wir unsere sechs Anordnun-

gen in Abhängigkeit nach der Position des zweiten Entlastungszeugen (Augenzeuge) ordnen, beobachten wir einen – dieses Mal statistisch signifikanten – Rezenzeffekt ($p=.04$, $N=207$). Es ist also so, dass je später in der Verhandlung dieser Zeuge vernommen wird, desto mehr neigen die Richter dazu den Angeklagten freizusprechen.

Unsere Studie kommt daher zu dem Ergebnis, dass offenbar die Reihenfolge der Zeugenaussagen eine Auswirkung auf das Urteil der Richter hat. Dieser Effekt scheint zudem ein Rezenzeffekt zu sein; die zuletzt vorgelegten Beweismittel vor Gericht scheinen am schwersten bei der Feststellung des Urteils zu wiegen.

IV. Fazit

Ist ein Rezenzeffekt zu beobachten, zeigt dies den Juristen, dass die Wahl der Reihenfolge, in der Beweismittel vor Gericht vorgelegt werden, nicht ohne Wirkung bleibt. Die Frage, die sich nun stellt, ist, ob man diese Kenntnis in der Praxis des Strafprozesses berücksichtigen soll. Es ist in diesem Zusammenhang interessant daran zu erinnern, dass die Parteivorträge in einer bestimmten Reihenfolge erfolgen: die Staatsanwaltschaft beginnt meistens, gefolgt vom Kläger, dann kommt die Verteidigung, bevor dem Beschuldigten (bis zu diesem Zeitpunkt greift die Unschuldsvermutung) das Recht gegeben wird, sich als Letzter selbst zu äussern. Diese Anordnung resultiert, unter anderem, aus dem vermuteten Bestehen eines Rezenzeffektes, obgleich dieser jüngst durch eine Untersuchung in Frage gestellt wurde, die besagt, dass es vorteilhaft ist, an erster Stelle zu plädieren (Englich/Mussweiler/Strack, 2005). Dennoch findet in der Rechtswissenschaft die «gewöhnliche» Anordnung der Parteivorträge ihre Rechtfertigung in der Tatsache, dass die Rechte des Beschuldigten erst in vollem Umfang ausgeübt werden können, wenn dieser die Gesamtheit der gegen ihn erhobenen Vorwürfe kennt, bevor er seine Position der vermuteten Unschuld verteidigt.

7 Jede Position des wissenschaftlichen Sachverständigen kommt in zwei Versuchssituationen vor, denn wenn der Sachverständige als erstes angehört wurde konnten die zwei anderen Zeugen entweder an zweiter oder an dritter Stelle vernommen werden; wenn der Sachverständige an zweiter Stelle erscheint, nehmen die Zeugen entweder den ersten oder den dritten Platz ein; und wenn der Sachverständige als letzter vernommen wird, können die zwei anderen Zeugen entweder an erster oder zweiter Position vernommen werden.

Heute ist allgemein anerkannt, dass das Gericht oder sein Vorsitzender die Reihenfolge, in der die Beweise erhoben werden, bestimmt. Trotzdem stellt sich aufgrund der vorgestellten Untersuchungsergebnisse die Frage, ob man nicht das Prinzip des Vorranges der belastenden Beweise gegenüber den entlastenden Beweismitteln erlauben sollte oder zumindest der Verteidigung – im Wesentlichen⁸ – die Wahl zu überlassen. Das Parlament schien in diese Richtung zu gehen als es Artikel 341 des Entwurfs zur Vereinheitlichung der Strafprozessordnung (BBl 2006 1495) verworfen hat, wonach: «Die Verfahrensleitung leitet das Beweisverfahren und bestimmt die Reihenfolge, in der die Beweise abgenommen werden». Dies allerdings nur, weil es der Ansicht war, dass diese Norm aufgrund von Artikel 62 der Strafprozessordnung überflüssig wäre, welcher der Verfahrensleitung die gesamten Kompetenzen, die nicht spezifisch dem Gericht in seiner kollegialen Zusammensetzung anvertraut sind, überträgt.

Angesichts der Tatsache, dass sich die Reihenfolge auf jede Phase des Strafprozesses auswirkt sowie um dem geflügeltem Wort «*in dubio pro reo*» und den daraus abgeleiteten Verteidigungsgrundrechten Nachachtung zu verschaffen, sollte unserer Meinung nach das Parlament den zusätzlichen Schritt machen und dem Angeklagten die Wahl der Reihenfolge, in der die Beweismittel vom Gericht erhoben werden, überlassen.

Literatur/Références

- Atkinson, *Human memory: basic processes*, Londres 1977.
- Baddeley, *Essentials of human memory*, Hove 1999.
- Costabile/Klein, Finishing strong: recency effects in juror judgements, *Basic and Applied Social Psychology*, 2005, 47.
- Ebbinghaus, *Memory: a contribution to experimental psychology*, New York 1913.
- Enescu/Kuhn, Influence de l'ordre de présentation des témoins sur le choix d'un verdict pénal, *Revue Internationale de Criminologie et de Police Technique et Scientifique*, 2008, 71.
- Englich/Mussweiler/Strack, The last word in court: a hidden disadvantage for the defense, *Law and Human Behavior*, 2005, 705.
- Festinger, *A theory of cognitive dissonance*, Stanford 1957.
- Festinger, *Conflict, decision and dissonance*, Stanford 1964.
- Gigerenzer, *Adaptive thinking: Rationality in the real world*, New York 2002.
- Heider, Attitudes and cognitive organisation, *Journal of Psychology* 1946.
- Insko, Primacy versus recency in persuasion as a function of the timing of arguments and measures, *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 1964, 381.
- Kahneman/Slovic/Tversky, *Judgement under uncertainty: Heuristics and biases*, Cambridge 1982.
- Kuhn/Enescu, Sentencing: effet d'ordre et paradoxe de la condamnation, *Rapport scientifique présenté au FNS*, 2007, <http://www.unil.ch/webdav/site/esc/shared/kuhn/FNS-Sentencing-2007.pdf>.
- Kuhn/Enescu, L'ordre de présentation des témoins lors du procès influence-t-il le choix du verdict?, *forum-poenale*, 2008, 234.
- Kuhn/Moreillon/Viredaz/Willi-Jayet (éds), *Droit des sanctions: De l'ancien au nouveau droit*, Berne 2004.
- Schünemann, Experimentelle Untersuchungen zur Reform der Hauptverhandlung in Strafsachen, in: Kerner/Kury/Sessar (éds), *Deutsche Forschungen zur Kriminalitäts-entstehung und Kriminalitätskontrolle*, Cologne 1983, 1109.
- Wagenaar, The proper seat: A bayesian discussion of the position of expert witness, *Law and Human Behavior*, 1988.
- Wagenaar/van Koppen/Crombag, *Anchored narratives: the psychology of criminal evidence*, New York 1993.
- Walker/Thibaut/Andreoli, Order of presentation at trial, *The Yale Law Journal*, 1972, 216.
- Weld/Roff, A study in the formation of opinion based upon legal evidence, *The American Journal of Psychology*, 1938, 609.

André KUHN

Institut de criminologie et de droit pénal
 Université de Lausanne, Internef
 CH-1015 Lausanne
 andre.kuhn@unil.ch

Raluca ENESCU

Freie Universität Berlin
 Fachbereich Philosophie und Geisteswissenschaften
 Emmy-Noether-Gruppe «Mikrosoziologie
 von Strafverfahren»
 Altensteinstrasse 2-4
 D-14195 Berlin
 raluca@enstase.com

⁸ Es ist in der Tat selbstverständlich, dass bestimmte Beweismittel nur einen Sinn haben, wenn sie nach anderen Beweismitteln beigebracht werden; in einem solchen Fall muss das Gericht zwingend auf die Reihenfolge der Beweismittel bei der Beweisaufnahme achten.